

# Genève à la croisée des chemins

*Julie Müller, 04.12.2023*

5–6 minutes

---

Dépendant à 91% de l'étranger, le canton doit changer sa façon de produire et de consommer les énergies... Des efforts ont été consentis cette dernière décennie mais il s'agit à présent d'accélérer le mouvement.

Faire machine arrière? Bien évidemment impossible. Stagner? Un non-sens absolu. Genève n'a donc plus qu'une seule option: celle d'avancer, et vite. Jusque-là, les objectifs et la politique énergétique du canton se sont montrés ambitieux. Les moyens mis en œuvre pour les atteindre également. Dans le domaine de l'efficacité des bâtiments, à titre d'exemple, le WWF a classé Genève au 9e rang national en matière de soutien financier (avec 54,8 CHF/hab), devant le canton de Vaud. Si bien que la consommation finale d'énergie (rapportée à la population) a réussi à diminuer de 20% entre 2011 et 2021.

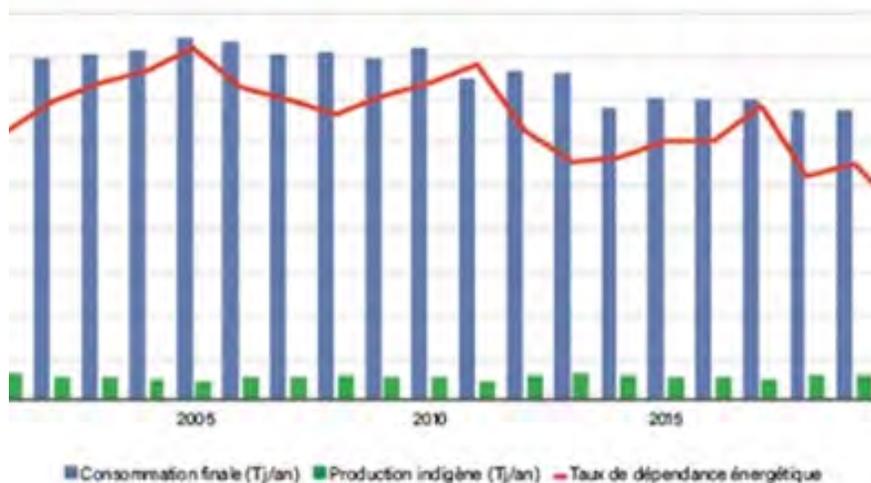
Malgré tout, rien n'y fait. Le canton genevois reste encore tout particulièrement dépendant des énergies provenant

de l'étranger, à 91% en 2021, tandis que la Suisse affichait un taux de 70,3% et l'Union européenne de 55%. Pour ne rien arranger, dans son mix énergétique, la part prédominante de gaz naturel (36,4% contre 21% dans le canton de Vaud) en fait sa principale source d'énergie consommée (en grande partie comme combustible de chauffage pour ses bâtiments à usage d'habitation). Un gaz naturel malheureusement alimenté majoritairement par la Russie.

## Des risques à se remémorer

### Dépendance énergétique genevoise vis-à-vis de l'étranger

Le canton était importateur en 2021, d'où non produite sur le territoire.



Forte dépendance énergétique genevoise vis-à-vis de l'étranger

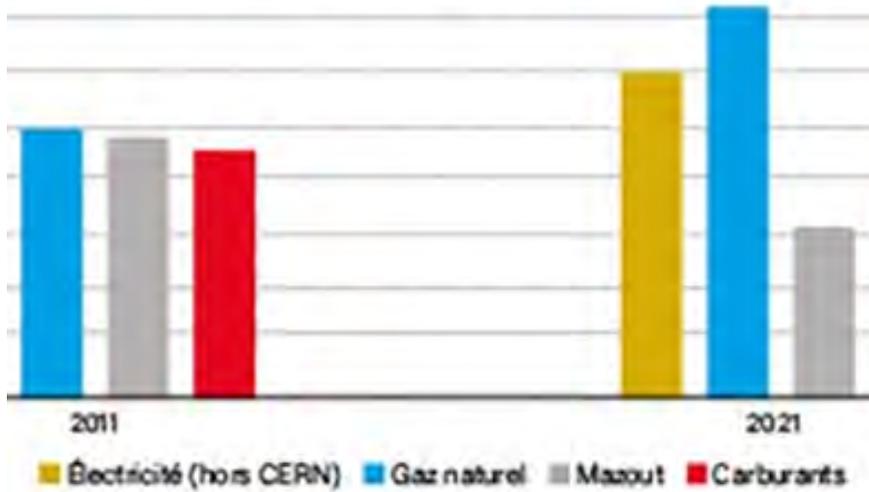
Le contexte de crises géopolitiques, sanitaires et économiques a de ce fait rattrapé Genève qui sous-estimait les risques de pénurie. Un dur retour à la réalité

marqué en 2022 sur lequel la 16e étude économique publiée conjointement par la BCGE et la CCIG a souhaité jouer les piquûres de rappel en cette fin d'année. Présenté fin novembre, ce rapport a été co-écrit par une équipe d'experts de la Haute école de gestion (HEG) de Genève et a permis de revenir sur les divers risques encourus du fait de cette dépendance énergétique.

Principal constat: «En 2022, les hausses de prix ont été d'ampleur historique». Pour rappel, au 1er mai, les tarifs genevois du gaz naturel ont été gonflés de 34%, suivis d'une nouvelle augmentation de 16% début 2023. Sans compter les +22% ayant touché les tarifs régulés de l'électricité au départ de cette année. «Les entreprises vont peut-être vouloir moins dépenser ou potentiellement renoncer à leurs investissements, une période de récession peut en résulter», décrit David Maradan, co-auteur de l'étude. «Seul un léger essoufflement de la dynamique conjoncturelle du canton» a été signalé pour l'heure mais les prévisions se dégradent. Le point géopolitique n'ayant pas changé et les conditions météorologiques de cet hiver s'annonçant moins favorables, la situation en termes d'approvisionnement demeure qualifiée de «tendue».

## **Tout peut encore changer**

## Consommation finale d'énergie à Genève



### Consommation finale d'énergie à Genève

Une crise énergétique qui plane au-dessus de la tête des Genevois mais qui doit désormais servir d'électrochoc. L'occasion de déboucher sur une nouvelle stratégie, plus rapide et efficace, d'approvisionnement/consommation des énergies à l'échelle du canton. Le rapport fraîchement publié par la BCGE et la CCIG stipule par ailleurs quatre grands leviers d'actions à envisager. Tout d'abord, le moyen le plus évident qui consiste à augmenter la production locale, et ce, à partir des gisements disponibles dans le canton (solaire, géothermie, biomasse, éolien, etc.). Le potentiel mobilisable serait en l'occurrence immense puisque le Plan directeur de l'énergie 2020-2030 l'a estimé à plus de 9500 GWh/an, donc proche de la consommation annuelle d'énergie de Genève.

Autre possibilité, un stockage journalier (à l'aide de

batteries) et saisonnier (grâce à l'hydrogène) afin que l'énergie produite et la consommation ne soient plus en décalage temporel chaque hiver. Ce qui fait l'objet du troisième point, dont l'incitation à décaler la demande dans les périodes creuses de consommation est estimée comme intéressante. Enfin, les efforts d'efficacité énergétique peuvent eux aussi jouer un rôle dans la transition, avec notamment des technologies plus performantes comme les compteurs intelligents, une rénovation accrue du parc bâti ou encore une sobriété à accentuer de la part des utilisateurs.

Une chose est sûre: les solutions existent mais elles coûteront cher. Des choix difficiles et irrémédiables vont devoir être opérés par les autorités, tout comme des efforts qui devront être fatalement consentis de la part des acteurs de l'économie et des ménages. Les spécialistes ayant rédigé le rapport alertent néanmoins sur le fait que les échanges d'énergies renouvelables entre pays voisins perdureront et seront même à développer à l'avenir. Autant dire que l'indépendance énergétique totale à Genève, qualifiée «d'aberration économique», n'est prévue ni pour demain, ni pour après-demain.